

l'émission «*Air of Death*», le secrétaire parlementaire pourrait-il se renseigner et renseigner la Chambre sur les mesures intérieures prises par la direction de Radio-Canada à la suite du rapport de la Commission royale d'enquête nommée par le gouvernement ontarien?

M. Stanbury: Monsieur l'Orateur, le député se rappellera que le président de Radio-Canada s'est présenté devant le comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts et qu'il a été interrogé à ce sujet. Il y reviendra quand le comité étudiera de nouveau les crédits de Radio-Canada et je suis persuadé qu'il sera alors heureux de répondre à de telles questions.

L'hon. M. Dinsdale: Une autre question supplémentaire. Étant donné l'audition qui se poursuit en ce moment, le secrétaire parlementaire ne croit-il pas qu'il serait indiqué de faire rapport directement à la Chambre?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député entame un débat.

LES COALITIONS

LES FUSIONS DE COMPAGNIES ET LES APPROPRIATIONS EN ONTARIO

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations, qui vient de repartir de derrière le rideau où il s'était réfugié parce qu'il devait se sentir un peu négligé.

Voici ma question: Le ministre est-il au courant de mesures que prendrait le gouvernement de l'Ontario pour étudier les fusions de compagnies et des appropriations dans la province? Si oui, qu'entend faire le ministre aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, dont la situation relève nettement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne suis pas vaincu de l'urgence de la question; je crois que celle-ci pourrait fort bien être inscrite au *Feuilleton*.

M. McGrath: Puis-je alors, en toute déférence, poser ma question autrement, monsieur l'Orateur? Selon certains rapports émanant de Toronto ce matin, le gouvernement de l'Ontario a chargé sa commission des valeurs mobilières d'enquêter là-dessus. Le ministre en a-t-il été avisé vu que cette question relève clairement de la juridiction de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions? Si oui, quelle mesure le ministre envisage-t-il?

L'hon. Ronald Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur

l'Orateur, on ne m'a pas informé que le gouvernement de l'Ontario avait chargé la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario d'enquêter sur les conglomerats, mais je serais porté à penser qu'il a toute autorité de le faire vu que cette question touche à l'administration des valeurs mobilières. Une telle étude me plairait car il s'agit là d'une question d'un grand intérêt public et plus elle sera étudiée plus ce sera avantageux. Je rappellerai à la Chambre que le Conseil économique du Canada est saisi de la question de la politique de concurrence et doit faire à ce sujet un rapport que je m'attends de recevoir en temps opportun. J'ai l'impression que le Conseil lui-même se penchera sur cette question.

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

L'INVITATION DE LA PART DU CANADA

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Voudrait-il indiquer à la Chambre si le Canada a invité les premiers ministres du Commonwealth à tenir leur conférence au Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Il n'existe aucune nécessité de prendre une décision pour l'instant.

M. Hales: Une question supplémentaire. J'ai posé la question il y a un mois, le 19 février, et le ministre avait apporté la même réponse. Il faut sûrement prendre une décision...

M. l'Orateur: A l'ordre. Si la question était inscrite au *Feuilleton*, le député aurait peut-être plus de succès.

LA RECHERCHE

LES MESURES D'AUSTÉRITÉ ET LE PROGRAMME RELATIF AUX ANIMAUX

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Un journal important a publié récemment une nouvelle selon laquelle la réputation du Canada dans le domaine de la recherche sur les animaux et même la santé des hommes de science qui s'occupent de cette recherche se trouvent compromises par les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement. Le ministre pourrait-il nous dire ce qu'on fait actuellement pour remédier à cette situation lamentable?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ferai remarquer à l'honorable député qu'il demande là au ministre de donner des renseignements qui, à mon avis, devraient être soumis sous forme d'une déclaration à l'appel des motions.